

Burundi : RSF demande la réouverture sans conditions des médias privés

Reporters sans frontières, 29 juillet 2015 Burundi Quel avenir pour les médias burundais au lendemain de la présidentielle ? Alors que le régime du président Nkurunziza a achevé son coup de force et mené tant bien que mal le pays aux élections, les médias burundais restent réduits au silence. Reporters sans frontières (RSF) demande la réouverture rapide et sans conditions des médias et des garanties de sécurité permettant le retour des journalistes qui ont dû fuir leur pays.

Les élections burundaises se sont tenues dans un black-out d'information voulu et maintenu par le régime du président Nkurunziza. Ainsi les électeurs burundais qui se sont rendus aux urnes (entre 40 et 80% selon les médias publics, beaucoup moins selon les observateurs sur place) ont dû le faire dans un contexte d'information partielle et partielle, les médias audiovisuels privés du pays n'ayant pas été autorisés à remettre de nouveau avant le déroulement du scrutin. Aucune avancée dans l'enquête judiciaire. Les quatre principales radios privées : Isanganiro FM, RPA, Bonesha FM et Radio Renaissance continuent en effet d'être fermées, officiellement sous le coup d'une enquête sur des violences dont elles ont été victimes lors de la tentative avortée de putsch du 14 mai 2015. Officiellement, ces fermetures visent à préserver les éléments d'une enquête ouverte par le procureur de la République au lendemain des violences. Mais depuis plus de deux mois que cette enquête est en cours, aucune avancée ne s'est matérialisée, aucune conclusion n'a été rendue. « Nous demandons à la justice burundaise d'accélérer le déroulement tant est qu'elle est amorcée, et de rendre ses conclusions le plus rapidement possible », déclare Clémentine Kahn-Sriber, responsable du bureau Afrique de RSF. La priorité du gouvernement burundais doit être la réouverture saine des médias privés, essentiels à un paysage politique pluriel et démocratique. Des médias sous pression. De l'avis des observateurs internationaux, les élections n'ont pas satisfait aux exigences de transparence nécessaires à un processus démocratique. Les Nations unies ont déploré un scrutin qui n'était pas « libre, crédible et inclusif ». John Secrest, ambassadeur américain, a pour sa part qualifié l'élection de « profondément imparfaite » ; l'Union européenne a retiré son soutien au processus électoral depuis avril 2015. Les médias qui ont tenté malgré tout de rapporter sur le scrutin présidentiel ont été soumis à des pressions. Le porte-parole de la présidence Willy Nyamitwe a dénoncé un article « étendancieux » paru sur France 24 après que la chaîne française avait titré « Faible participation, violences critiques : la présidentielle au Burundi en trompe personne ». Le président avait alors modifié le titre de son article (resté inchangé sur le fond). Une précaution compréhensible pour la chaîne qui parle d'une « nervosité » qui pouvait laisser penser que la sécurité de ses envoyés spécialisés était compromise. Mais début juin, leur envoi spécial au pays précipitamment après que son accréditation lui a été brusquement retirée. Si ce type de méthodes est utilisé envers les médias internationaux, on ne peut qu'imaginer ce qu'endurent les médias burundais qui tentent de travailler. Ces derniers continuent d'être soumis à une pression constante qui les force à un arbitrage frôlant l'autocensure. Les médias qui travaillent souhaitent le faire avec la plus grande discrétion. Certains, comme Iwacu, continuent de collecter des informations et de poster en ligne mais avec beaucoup de prudence. D'autres préfèrent que nous évoquions leurs activités pour ne pas attirer l'attention. Leurs reportages en ligne visent davantage à informer la diaspora ou à constituer un recueil de preuves et de témoignages sur ce qui s'est passé dans les semaines avant l'élection, par exemple une documentation des violences policières. Il y a quelques jours, la radio communautaire Humuriza FM, basée à Gitega, et suspendue depuis mai alors qu'elle n'avait pourtant pas fait l'objet de violences, a été autorisée à rouvrir par ordre du procureur de la République, sans qu'aucune information relative à l'enquête en cours n'ait été rendue publique. Néanmoins, la radio n'a toujours pas repris, les autorités locales de Gitega refusant d'accorder au propriétaire l'autorisation d'ouvrir à nouveau. Par ailleurs, la radio fonctionnait essentiellement grâce à un partenariat avec le privé Iwacu, qui s'est illustré par sa couverture sans faille du processus menant à l'élection. Or, les autorités, de manière arbitraire, interdisent également au média de continuer ce partenariat. Depuis juin, sur ordre du procureur, le studio de radio de l'association des radios diffuseurs burundais a été autorisé à rouvrir mais en sont exclus tous les personnels des radios privées, à l'exception de Radio Rema, la voix du pouvoir. En attendant, les médias burundais s'affaiblissent jour en jour. Outre les dizaines de journalistes qui ont fui le pays et vivent dans des conditions extrêmement précaires, ceux qui sont restés sur place n'ont plus de moyens de subsistance. Les radios, si elles continuent à ne pas être fermées, risquent la fermeture définitive d'autant plus que l'aide internationale a été suspendue depuis leur fermeture. Des garanties de sécurité insuffisantes pour revenir. Une web radio en exil s'est créée et recommence sous le nom d'Info Regroupant des journalistes exilés, elle diffuse des journaux d'information deux heures tous les soirs. Selon ses journalistes, la radio fait l'objet d'attaques. Son site a essuyé des tentatives de piratage et un site parallèle du logo supposé de la radio a été créé pour faire de la désinformation. Si cette radio en exil peut être une bonne chose pour l'information au Burundi, elle ne va pas sans susciter des frayeurs parmi les journalistes restés au pays qui craignent d'être accusés de contribuer à l'information de cette radio. Quant à ceux qui ont quitté le pays, ils n'ont pas pour l'instant de revenir, estimant que les garanties pour leur sécurité ne sont pas réunies. « Un policier m'a tenté de le prendre en photo, alors qu'il violentait un manifestant pendant les événements de mai. Depuis il me recherche. J'ai fui. Mais quelques jours après, mon petit frère a été agressé par des hommes armés de machettes me recherchaient. Il a grièvement blessé la tête et est toujours hospitalisé. Je ne peux pas retourner au pays maintenant », expliquait l'un de ces journalistes.